

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 43 | 12-18 avril 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 224 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

12 avril : Kemal Gökhan Günel, médecin à Osmaniye, a été [arrêté](#) et menotté par derrière après avoir refusé d'examiner un procureur local sans rendez-vous.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

14 avril : Un rapport [indique](#) qu'au moins 10 personnes sont mortes de manière suspecte pendant leur service militaire obligatoire depuis le début de l'année 2021 et que leurs décès n'ont fait l'objet d'aucune enquête de la part des autorités.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION

13 avril : La police d'Izmir a brièvement [détenu](#) quatre femmes qui protestaient contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre les violences domestiques.

14 avril : La police de Kocaeli a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs et a brièvement détenu 14 personnes.

15 avril : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs et a brièvement arrêté huit personnes.

15 avril : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) huit militants qui distribuaient des tracts sur les célébrations de la Journée internationale des travailleurs.

15 avril : La police d'Istanbul est [intervenue](#) lors d'une manifestation organisée par une association médicale pour demander au gouvernement de renforcer les restrictions relatives au coronavirus afin de mettre un terme à la dernière flambée des infections et des décès.

15 avril : Les autorités de Mardin ont brièvement [détenu](#) une personne pour avoir participé à une manifestation contre un projet de rénovation urbaine.

15 avril : Le bureau du gouverneur de Kocaeli a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

16 avril : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs et a brièvement détenu 10 personnes.

16 avril : Le bureau du gouverneur de Hakkari a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

16 avril : Le bureau du gouverneur de Denizli a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

16 avril : Le bureau du gouverneur d'Aydın a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

16 avril : Le bureau du gouverneur d'Edirne a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 14 jours.

16 avril : Le bureau du gouverneur du district de Kartal à Istanbul a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

17 avril : Le bureau du gouverneur de Van a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

12 avril : Selon un [rapport](#) mensuel sur la liberté de la presse, au moins 79 journalistes ont comparu devant les tribunaux en mars.

12 avril : Des tribunaux ont [décidé](#) de libérer sous contrôle judiciaire 14 amiraux à la retraite qui étaient détenus après avoir ouvertement critiqué les projets du gouvernement de construire un canal à Istanbul.

13 avril : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a [condamné](#) la Turquie pour l'emprisonnement des journalistes Ahmet Altan et Murat Aksoy sur la base d'accusations liées à une tentative de coup d'État en 2016. Altan, qui était détenu derrière les barreaux depuis 2016, a été [libéré](#) le lendemain.

13 avril : Les procureurs de Diyarbakır ont [inculpé](#) le journaliste Cihan Ölmez pour propagande terroriste présumée, en raison de commentaires sur les réseaux sociaux concernant les couvre-feux imposés dans la province majoritairement kurde de Şırnak en 2015 et 2016.

13 avril : Un tribunal de Bursa a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur un enseignant de l'école publique qui a célébré le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul sur les réseaux sociaux.

14 avril : Sur ordre des procureurs, la police de plusieurs provinces a [retiré](#) les bannières d'un parti

d'opposition concernant l'érosion présumée des réserves de la Banque centrale.

14 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse web utilisée par l'agence de presse Mezopotamya.

14 avril : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations concernant le fils d'un recteur d'université pro-gouvernemental qui a été nommé à la présidence sans examen.

14 avril : Un tribunal d'Edirne a [décidé](#) d'acquitter les journalistes Naci Kaya et İdris Sayılığın, qui étaient accusés d'être entrés dans une zone militaire interdite, après avoir fait un reportage sur la situation des migrants se dirigeant vers la frontière avec la Grèce pendant une crise migratoire l'année dernière.

14 avril : Le régulateur des médias RTÜK a [imposé](#) une amende monétaire à Halk TV pour un reportage.

15 avril : Un procureur d'Istanbul a [requis](#) 2 445 ans de prison pour l'ancien dirigeant de la télévision Hidayet Karaca.

15 avril : Les procureurs d'Ankara ont [rédigé](#) un résumé des procédures contre le journaliste et député indépendant de l'opposition Ahmet Şık, cherchant à lever son immunité juridique parlementaire en raison de son soutien aux manifestations de l'université de Boğaziçi.

16 avril : Un tribunal a [ordonné](#) l'arrestation d'un utilisateur de réseaux sociaux à Konya, accusé de diffuser de la propagande terroriste, pour avoir critiqué une opération militaire turque en Irak.

16 avril : [Genco Erkal](#), un acteur de théâtre et metteur en scène chevronné, a été convoqué pour témoigner sur des allégations selon lesquelles il aurait insulté le président sur les réseaux sociaux.

16 avril : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à plusieurs reportages sur l'implication présumée de l'ancien ministre des Finances Berat Albayrak dans le scandale des Paradise Papers.

16 avril : Un tribunal de Muğla a [décidé](#) de bloquer l'accès à des reportages sur une chanteuse qui a demandé le divorce d'un homme d'affaires turco-iranien poursuivi aux États-Unis pour avoir violé les sanctions contre l'Iran au nom du gouvernement turc.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

14 avril : Le fils du journaliste emprisonné Hidayet Karaca a [annoncé](#) que la pension de son père avait été confisquée par les autorités. Karaca est détenu derrière les barreaux depuis décembre 2014 pour des accusations liées au terrorisme.

12 avril : Kemal Gökhan Günel, médecin à Osmaniye, a été [détenu](#) et menotté par derrière après avoir refusé d'examiner un procureur local sans rendez-vous.

MINORITÉ KURDE

14 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) Hülya Alökmen, cadre local du HDP, à 10 ans et six mois de prison pour terrorisme.

14 avril : La police de Kocaeli a [placé](#) en détention l'ancien dirigeant provincial du HDP, Kamuran Onay. Le détenu a été libéré en résidence surveillée le lendemain.

14 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Internet utilisée par l'agence de presse Mezopotamya.

15 avril : Un tribunal de Van a [condamné](#) l'ancien co-maire de district du HDP, Yıldız Çetin, à sept ans et six mois pour terrorisme.

16 avril : [Rahim Gören](#), membre du conseil municipal d'Ağrı, a été démis de ses fonctions par le ministère de l'Intérieur.

16 avril : La députée Hüda Kaya a [déclaré](#) que les restes de 261 membres présumés du PKK ont été enterrés dans une fosse commune à côté d'une conduite d'égout dans un cimetière d'Istanbul et n'ont pas été rendus à leurs familles.

CONDITIONS DE DÉTENTION

14 avril : Une administration pénitentiaire à Van a [retenu](#) une lettre et un article envoyés au journaliste emprisonné Nedim Türfent.

16 avril : Le ministère de la justice a [admis](#), en réponse à une pétition soumise par un député de l'opposition, que la surpopulation a parfois eu lieu dans certaines prisons de Turquie pendant la pandémie de Covid-19. L'année dernière, le gouvernement a adopté une loi sur

la libération anticipée pour réduire la surpopulation derrière les barreaux, qui a été critiquée pour avoir exclu les prisonniers politiques.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

12 avril : Une migrante tchéchène détenue dans un centre de renvoi pour migrants à Kocaeli a [perdu](#) son bébé de 11 mois atteint du syndrome de Down, faute de traitement.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

14 avril : Plus de 30 gouverneurs locaux, détenus pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen dans le cadre d'une enquête des procureurs d'Ankara, [auraient](#) subi des mauvais traitements et des actes de torture en garde à vue à Ankara.

15 avril : Les gendarmes de Diyarbakır ont [agressé](#) physiquement une personne au sujet d'un slogan écrit sur un mur.

16 avril : Fabien Azoulay, un ressortissant français gay et juif qui purge une peine de prison à Giresun pour avoir acheté de la drogue en ligne, a été [torturé](#) par des codétenus en raison de son orientation sexuelle, en plus d'être harcelé, maltraité et menacé quotidiennement.

DROITS DES FEMMES

16 avril : Au total, 1 687 femmes soumises à divers types de violences domestiques ont [demandé](#) de l'aide au refuge pour femmes Mor Çatı en 2020.

17 avril : Un parti d'opposition a [affirmé](#) que 27 femmes ont été tuées par des hommes en Turquie au cours du mois qui s'est écoulé depuis que le président a retiré le pays de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence domestique.